

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,  
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :  
PRENO A 211.628 F.

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)  
Directeur de la publication : Alain Bobbio.  
Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.  
Ricobono (pour le Sud-Est).  
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

● Belgique : 18 FB ● Suède : 2,25 KR  
● Luxembourg : 15 Fl ● Italie : 350 L ● Grèce :  
20 DR ● Suisse : 1 FS ● Portugal : 15 Esc  
● Algérie : 1,60 Dinar ● Maroc : 2,10 Diram.

# rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

Ce soir sur A 2,  
la dernière  
« Saga des Français »

LIRE PAGE 7

LIP

## Guérilla policière

Opération « coup de poing » samedi :  
1000 montres saisies

Les ventes reprennent aujourd'hui

La guérilla policière contre Lip se poursuit dans l'escalade. Profitant du grand nombre de policiers mobilisés à l'occasion du Tour de France, c'est une répétition générale d'une évacuation de l'usine à laquelle on a en fait assisté samedi sous prétexte de saisir quelques montres et d'interroger huit travailleurs.

De notre correspondant.

Le principal résultat de ces opérations coups de poings répétées est pour l'instant une popularisation accrue du conflit. Les pouvoirs publics le savent bien et on peut douter que ce soit là leur but. S'agit-il alors d'une manœuvre de la police, qui en faisant ainsi augmenter la demande de montres et en réduisant les possibilités d'en fabriquer, espère que les Lip vendront leur trésor de guerre, leur permettant ainsi d'en découvrir la cache ? Peut-être, mais surtout, il s'agit de tester la riposte dont le mouvement ouvrier est capable face à une évacuation de l'usine. De ce point de vue, le bilan est mitigé.

Certes, le bureau confédéral CGT ne ménage par les communiqués de soutien, la Fédération des Métaux CFDT a organisé une vente publique de montres dans ses locaux qui a rapporté près de neuf millions en deux jours. Ce n'est pas négligeable ! Mais on est loin d'une mobilisation générale de toute l'organisation syndicale du haut en bas. Telle union départementale CFDT de la région parisienne ne conseillait-elle pas à ses sections syndicales de ne pas se rendre à Lip : « Ce n'est pas le moment ! »

Quant aux actions de soutien organisées en commun par la CGT et la CFDT, elles sont pour l'instant inexistantes, même au niveau régional. La municipalité d'Union de la gauche à Besançon est présente à chaque intervention policière, elle prête aux Lip des locaux, un groupe électrogène, c'est bien. Mais n'est-on pas en droit d'attendre davantage des partis ? Les flics interviennent contre Lip sous prétexte d'empêcher les ventes de montres, le PC et le PS ne pourraient-ils pas organiser unitairement une vente de montres, publique ?

A quelques mois des législatives, le pouvoir veut liquider le conflit Lip. L'ensemble du mouvement ouvrier a les moyens de dire au pouvoir : « Bas les pattes ! »

## NOUVELLE ETAPE DANS LE COMPROMIS HISTORIQUE EN ITALIE

Lire page 2

## Un cautère sur une jambe de bois

Selon les commentateurs avisés, le Tour de France semblait dans l'ennui, depuis le départ donné à Fleurance. Le prologue contre la montre avait figé la course et le peloton amorphe se laissait traîner au fil des étapes. Le scénario, comme une pièce apprise par cœur, revenait chaque jour : on attendait sagement les vingt derniers kilomètres pour tenter de s'échapper d'un peloton tout d'un coup éveillé. Le spectacle perdait de son intensité et une profonde lassitude s'emparait des journalistes, plus enclins à s'interroger sur le devenir du tour qu'à rendre compte d'une course inexistante, disaient-ils.

Las ! on s'ennuyait à mourir et on n'avait qu'un espoir : celui d'arriver au plus vite à Paris. Déjà on échauffait des explications les plus sensationnelles, ainsi un ancien coureur cycliste y allait carrément de son couplet, lors d'une émission télévisée : « Si le tour n'est plus ce qu'il était, c'est parce que les jeunes n'ont plus le goût de l'effort », expliquait-il en substance. Cette analyse entraine en concordance avec les vociférations répétées du lamentable Gofdet, un des directeurs de la course. Pour lui, pas de quartier : si les coureurs ne veulent en faire qu'à leur tête, on va leur en faire « baver »... Le tour se rendra doréna-

vant dans « l'enfer du Nord », on inaugurera les étapes derrière entraîneur et une étape de plus de 400 kms (13 heures sur une vélo) pour tester la résistance des coureurs.

A l'approche des sommets alpins, la « bagarre » promise a commencé. L'heure est à la célébration de la « performance » de Zoetemelk, étonnant vainqueur de l'étape d'hier et à la communion de tous les esprits pour fêter notre « Nanard » national, le surprenant maillot jaune. Il n'y a pas à dire : ce tour est vraiment palpitant.

Denis Caron

Ouverture aujourd'hui du débat parlementaire  
sur le projet du ministre de l'agriculture

# SOARES ATTAQUE LA REFORME AGRAIRE

40 % de terres supplémentaires seraient rendues aux grands propriétaires  
Nouvelle normalisation contre la « gauche » du PS portugais ?

Lire page 2

Alors que l'Assemblée de la république portugaise aborde à partir d'aujourd'hui le débat sur le projet de loi gouvernemental de réforme agraire, qui attaque les principaux acquis des luttes paysannes depuis 1974, le comité directeur et le secrétariat national du Parti socialiste ont affirmé leur soutien à une formule de gouverne-

ment socialiste homogène. Les dirigeants du Parti socialiste ont examiné « l'affaire » de l'association de culture socialiste « Fraternité ouvrière » qui rassemble une majorité des membres de l'aile gauche du PS comme le secrétaire général de la CGT portugaise (ex-intersyndicale) Kalidas Barreto et l'ancien ministre de l'Agriculture

Lopes Cardoso. La majorité soaresiste a « constaté » que cette association avait mené jusqu'à présent une « activité nettement hostile » au PS et a décidé de demander à la commission des conflits de juger s'il est compatible d'appartenir, à la fois, au PS et à « Fraternité ouvrière ».

Déjà plusieurs fédérations

ont demandé l'exclusion de certains des dirigeants de la « gauche » du PS comme Lopes Cardoso. Ceux-ci s'opposent violemment à la « révision agraire » que propose l'actuel ministre de l'Agriculture. Antonio Lopes Cardoso a annoncé ouvertement son intention de ne pas voter le projet de loi gouvernemental, s'il n'est pas profondément modifié.



Sit-in des marcheurs à la douane allemande où ils ont été bloqués.

## Ils ont traversé le Rhin

Ils ne ressemblent vraiment pas aux marcheurs de Strasbourg-Paris, ces quelques quatre cents marcheurs pacifistes et pourtant ils vont certainement faire autant de kilomètres.

Partis de Haguenau (Bas-Rhin), le matin du 14 juillet, la « Deuxième marche internationale non-violente pour la démilitarisation » doit rejoindre le Larzac pour les 13 et 14 août, mais d'ici là les étapes seront nombreuses.

Hier ils ont passé la frontière presque allègrement. Venant de Wissembourg et se dirigeant vers Bad-Bergzabern, ils se sont présentés au poste frontière et sont passés en cortège sans aucun contrôle d'identité du côté français. Côté allemand ce fut une autre histoire, les douaniers réclamant ici le contrôle des identités. Des renforts de police sont dépêchés sur les lieux. Ce n'est qu'à 16 h que les marcheurs se décideront à

présenter leurs papiers mais en ridiculisant le contrôle par une ronde incessante autour des douaniers. Certains, sans papiers ne passeront pas.

Vers 17 h 15, alors que tout est fini depuis longtemps, alors que les marcheurs se dirigent vers Landau, trois cars de Gardes-mobiles arrivent du côté français...

Le 30 juillet, ils se retrouveront à Malville.

P. M.

## « L'homme du président » trafiquait l'héroïne

Lire page 3

## ITALIE

Après le vote  
du programme  
de gouvernement  
« L'arc et le vide »

Le 15 juillet 1977 restera sans doute une date historique dans l'histoire de la République italienne, puisque, de nouveau, trente ans après la rupture de 1947, le PCI participe à la majorité gouvernementale. Par 442 voix pour, 87 contre et 16 abstentions sur les 545 députés présents, les parlementaires membres des six partis de « l'Arc constitutionnel » (qui va de la Démocratie chrétienne au PCI) ont adopté la motion sur le programme de gouvernement.

On pourrait croire qu'il y a là une consécration pour la politique de « compromis historique » développée par Enrico Berlinguer et son parti. L'appréciation doit être plus nuancée. D'abord, parce qu'en faisant les additions, il manque une soixantaine de « députés de base », parmi ceux de « l'Arc », qui ont manifesté leurs réticences par l'abstention ou le vote contre.

Mais il n'est pas certain que dans le compromis négocié entre Moro et Berlinguer, les démocrates chrétiens n'aient pas laissé délibérément le PCI lâcher la proie pour l'ombre ; sans qu'il l'ignore d'ailleurs. Certes, alors que depuis un an le PCI avait adopté une position d'abstention, qualifiée de « non-défiance », les communistes italiens sont parvenus à intégrer une majorité qui s'appuie sur un programme de rédaction auquel ils ont grandement contribué. Mais il y a loin encore de cet accord à leur objectif final : la participation du PCI à un gouvernement d'union nationale. Les prochaines échéances électorales (élections municipales et provinciales partielles du 6 novembre) pourront servir de test. Elle ne garantiront sans doute pas un glissement tel qu'il contraigne la Démocratie chrétienne à accepter de voir le PCI entrer au gouvernement. Le PCI, qui suit une politique de plus en plus ouverte de capitulation et stabilisation de l'ordre bourgeois doit donc assumer tous les désavantages d'être associé à ce pouvoir qui mène une offensive d'austérité et d'ordre public, sans en tirer tous les « avantages » d'une participation directe.

Comment justifier les nouvelles capitulations sans contrepartie politique, que la bourgeoisie italienne ne va pas tarder à exiger, aux yeux des millions de travailleurs qui font encore confiance au PCI ? Ce n'est pas sur une passerelle royale vers le pouvoir que Enrico Berlinguer s'est engagé, mais sur une corde raide ou un pont de singe.

Et déjà, certains observateurs, parmi les plus judicieux de la bourgeoisie italienne, expriment à haute voix leurs inquiétudes. L'absence d'opposition réformiste de gauche qui puisse canaliser autour d'un projet d'alternative électorale les aspirations au changement des ouvriers, des femmes et des jeunes, laisse un vide qui les préoccupe. Tous craignent que la route des urnes étant de fait sans issue, ce soit dans la rue tout court que s'exprime désormais la contestation du régime. On comprend dès lors les tressaillements des augures romains.

M.R.

## PORTUGAL

## LE DEBAT AGRAIRE

## La « ligne Soares » à l'œuvre contre les acquis du mouvement paysan

C'est aujourd'hui, 18 juillet, que débute à l'Assemblée de la République portugaise, les débats sur le projet de loi gouvernemental sur la réforme agraire, présenté par le ministre socialiste Barreto.

Ce projet de loi, qui modifie en l'édulcorant énormément, la loi sur la réforme agraire jusqu'alors en vigueur, veut avant tout favoriser le développement, au sud du Tage, dans

la zone touchée par la réforme agraire, de grandes entreprises agricoles de type capitaliste.

Ce projet de loi rencontre l'opposition des syndicats de travailleurs agricoles, qui ont été à la pointe du mouvement des occupations de terre en 1974-1975, du PC portugais et même de l'aile gauche du PS portugais.

C'est quelques semaines après le 25 avril et la chute de la dictature que les salariés agricoles du sud engagèrent les premières mobilisations de grande ampleur, en un premier temps pour la signature de conventions collectives (salaires, durée de journée de travail, congés payés et reconnaissance du droit d'organisation). Face au sabotage des grands propriétaires, à la vente du matériel agricole, au refus d'ensemencer, au trafic des troupeaux vers l'Espagne ou leur abattage massif, le mouvement se radicalise et assume des tâches de défense de l'outil de travail et de « vigilance ». Comme pour l'industrie, le 11 mars 1975 et la tentative avortée de coup d'Etat de Spínola constituent un tournant dans la radicalisation du mouvement. Dès mai et juin 1975, les occupations de terres se multiplient dans l'Alentejo et le Ribatejo. Les gouvernements provisoires successifs, de coalition entre le MFA, le Parti populaire démocratique (PPD), le PS et le PCP entérinent au fur et à mesure une situation de fait accompli. Fin 1975, un million d'hectares de terres sont occupés, soit les deux tiers de la superficie expropriable selon la loi de réforme agraire du 29 juillet 1975. Dans les districts du sud, de latifundium, les occupations ne débouchent pas sur une division et une appropriation privée de la propriété terrienne entre toutes les mains, mais sur la constitution d'Unité collective de production (UCP), où les travailleurs agricoles conservent leur statut de salariés. Quelques coopératives sont également constituées par des petits et moyens fermiers.

## L'offensive de la CAP

Ce n'est qu'à partir de l'été 1975, que les grands propriétaires terriens jusqu'alors passifs ou dont la résistance se limitait au sabotage et à la fuite, s'organisèrent, en s'appuyant sur les petits et moyens paysans du Sud et surtout du Nord au sein de la Confédération des agriculteurs portugais. La CAP participe, avec ses rassemblements de Rio Maior (sur la « frontière » du Tage) à l'offensive qui culmine le 25 novembre. Dès décembre 1975, la CAP mène l'offensive contre la réforme agraire et le ministre socialiste de l'agriculture, Lopes Cardoso.

Finalement, la droite obtient que la réforme agraire au Sud soit « gelée », puis que la zone d'application de la réforme agraire soit limitée au Sud du Tage. En septembre 1976, le gouvernement socialiste de Mario Soares décidait la « désoccupation » de 101 UCP, totalisant 16 800 hectares dont les terres furent remises à leurs anciens propriétaires.

## Les intimidations

Depuis le 25 novembre aussi, le pouvoir multiplie les intimidations en envoyant dans les UCP les troupes du régiment de commandos d'Amadora ou de l'Ecole pratique de cavalerie de Santarem, à la recherche de « dépôts d'armes » ou « d'éléments subversifs infiltrés ». La semaine dernière, le régiment des commandos a été envoyé en manœuvre dans l'Alentejo sur l'exercice tactique suivant : « Interception de guérilleros débarqués au sud et qui tentent d'opérer leur liaison avec la ceinture industrielle de Lisbonne ».



## La structure agraire avant le 25 avril

En 1968, 29,9 % de la population active du Portugal travaillait la terre. C'est le chiffre le plus élevé de toute l'Europe occidentale.

Pour donner une image de la concentration des terres, en 1968, 1,1 % du nombre des exploitations rassemblait plus de 50 % des terres.

59 % des exploitations totalisaient à peine 7 % de la superficie. Au niveau de la structure agraire, le Tage coupe le Portu-

gal en deux. Au sud (Ribatejo et Alentejo) c'est le latifundium, alors que le nord est globalement caractérisé par le minifundio. Une forte proportion des terres du sud n'est pas mise en culture avant 1975. Les latifundistes consacrent une part importante de la surface terrienne à des cultures extensives (bétail, taureaux de corridas, bois), spéculatives (Eucalyptus qui appauvrit les sols), voire « gèlent » leurs terres pour en faire des réserves de chasse !

Malgré la pénétration au début des années soixante dans l'agriculture du sud, des grands groupes industriels et financiers (CUF, Espirito Santo Borges et Irmao), une forte proportion des latifundistes est « absentéiste », on limite ses investissements pour se reconverter vers d'autres branches économiques (construction, tourisme).

Tiré de Inprecor n° 59 du 7 octobre 1976, « L'enjeu de la réforme agraire. »

## La « Ligne Soares »

Le 2 août 1976, quand il avait présenté son programme de gouvernement, Mario Soares avait avancé les principaux points de sa « révision agraire » : restitution des domaines de moins de 50 000 points (c'est une unité de mesure qui combine la superficie et la qualité de la terre) à leurs propriétaires, concrétisation du droit de réserve (droit de préemption des latifundistes sur une partie des terres expropriées), indemnisation des expropriations.

La réforme Barreto va encore plus loin dans cette « révision agraire », la base pour la restitution des terres passe de 50 000 à 70 000 points, soit une augmentation de 40 %. Le droit de réserve est élargi. Les propriétaires absentéistes ou saboteurs peuvent récupérer leurs

terres et pourront les laisser en friche pendant 6 ans sans être inquiétés ! Dans l'application du droit de réserve, les anciens latifundiaires ont le droit de s'approprier une partie du matériel et du bétail que les UCP ont achetés, ou qui leur ont été offerts par les commissions de travailleurs.

Développer des points  
d'ancrages capitalistes

Le projet Soares n'est pas de rétablir un latifundisme peu en accord avec les nécessités d'une économie capitaliste moderne. Mais il tente indiscutablement de favoriser le développement d'entreprises agricoles capitalistes rentabilisées. C'est ce qu'explique Lopes Cardoso dans une libre opinion publiée dans le journal *Diário popular* du 12 juillet

dernier : « Nous avons une loi (de réforme agraire) et une pratique qui poursuivaient fondamentalement un double objectif : antilatfundiste et anticapitaliste. Je pense que les nouvelles bases générales (de la loi Barreto) abandonnent ce deuxième objectif, l'objectif anticapitaliste, en conservant uniquement l'objectif antilatfundiste. Avec les propriétés de 350, 500 et quelquefois 700 hectares qui vont être reconstituées, on ne peut pas parler d'un rétablissement du latifundisme dans l'Alentejo. Mais on peut parler du rétablissement ou de la constitution d'entreprises de type capitaliste. »

On comprend la réaction très violente que suscite dans les terres du Sud l'application agraire de la « ligne Soares ». Nous y reviendrons dans un prochain article.

Michel Rovere

Un signataire de la Charte 77  
reçu par le PCI

Zdenek Mlynar, l'un des signataires et propagandistes de la « Charte 77 », a déclaré avoir eu des contacts « très utiles » avec la gauche italienne, à l'occasion d'un séjour à Rome.

L'ancien membre en exil du comité central du PC tchèque juge surtout positive la « compréhension des dirigeants communistes italiens ». « Je suis content de voir que le PCI ne considère pas comme réglée mais comme encore ouverte la question tchécoslovaque », a-t-il déclaré. « La solidarité de la gauche italienne est particulièrement appréciée par l'opposition tchécoslo-

vaque en raison de son aspect immédiat et par ses perspectives plus larges à l'avenir. Etant donné que la presse de Prague accuse toujours les opposants d'être des agents impérialistes, cette solidarité empêche ou freine une aggravation de la répression qui est déjà assez dure ». Très « carrilliste » dans ses affirmations, Zdenek Mlynar, qui souhaite le succès de la conférence de Belgrade, estime que la démocratisation des pays de l'Est passe par la poursuite de la détente amorcée à Helsinki et par l'accession de l'Europe à une situation d'indépendance vis-à-vis des deux blocs.

# BRUITS DE BOTTES SUR PALENTE

## ● Nouvelle intimidation policière samedi contre les Lip

Samedi à midi. Le climat à Palente, quadrillé de bleu par les « déguisés », rappelait fâcheusement celui d'août 1973. « Moi, monsieur, je me trouvais à l'intérieur de l'usine avec ma femme. J'habite Metz et je suis en vacances dans votre région. J'ai voulu offrir une montre à ma femme. Il y avait en même temps tous les enfants handicapés d'une colonie de vacances. Lorsque la police est arrivée brisant les portes de verre, les gosses effrayés se sont mis à

pleurer. Les policiers nous ont dit : on est gentil mais poussez pas, filez ! Vous pouvez écrire que suis très choqué du comportement de la police ». Ce visiteur lorrain faisait cette déclaration aux journalistes, à quelques pas des CRS, gueules de bois, placés tous les dix mètres le long des clôtures, barrant les entrées, camions et voitures hérissés d'antennes stationnaient devant l'entrée principale de l'usine.

### Besançon : de notre correspondant

C'est vers 11 h que de nombreux cars de CRS qui faisaient partie du service d'ordre du Tour de France ont été détournés vers Palente sur réquisition du préfet. Un déploiement de forces qui faisait irrésistiblement penser à une répétition générale d'un investissent définitif de l'usine. Mais ce n'était pas encore pour cette fois. Seuls les policiers de la PJ entraînent de force dans

l'usine et, après quelques bousculades, perquisitionnaient, fouillaient les travailleurs et saisissaient, selon leur compte, 1 438 montres.

En réalité, beaucoup moins puisque les policiers ont emporté tous les vieux canards invendables qui traînaient dans l'usine et tout le stock de montres factices destiné à l'étalage. Ce sont en réalité environ 500 montres fabriquées par les Lip

et destinées à la vente qui ont ainsi disparu. Les policiers ont emmené huit travailleurs dont Charles Piaget au commissariat pour les interroger. Rapidement, comme le samedi précédent, la riposte s'organisait. Les voitures-sono quadrillent la ville. Dès 14 h, une caravane de voitures arrive en klaxonnant devant l'hôtel de police. Un rassemblement se forme. « Libérez nos camarades

gent le commissariat. L'attente se prolonge sous le soleil. On s'organise. Un groupe de militants ainsi que « des filles des groupes femmes » chantent pour passer le temps. Moustaki, Béranger, des chants révolutionnaires. Un groupe se dévoue pour aller chercher des boissons fraîches.

### « Lundi, nous reprenons les ventes »

La sono, entre les mots d'ordre, donne des informations sur Lip, sur les ventes, la solidarité, etc. Le maire et le conseil municipal arrivent. Ils viennent de l'usine où ils sont venus dès qu'ils ont appris la nouvelle. Finalement, après quatre heures d'attente, les copains sont relâchés. Une brève bousculade se produit avec les gardes mobiles qui font écran entre la manifestation et les camarades. Et on remonte à Palente faire le point.

« La tactique du pourrissement, c'est bien fini », commente Charles Piaget. « Ils cherchent à nous décourager de vendre, à décourager nos amis de venir acheter. Tout cet été, on va souffrir mais ils font fausse route. Il reste dans l'usine des dizaines de milliers de mouvements à monter. Même s'ils prennent 500 montres par semaine, nous pouvons tenir jusqu'au milieu de 1978, sans toucher au trésor de guerre. D'ailleurs au prix de la publicité à la radio et à la télévision, 500 montres, ce n'est pas cher ! Depuis la dernière intervention, nous avons triplé nos chiffres de vente, on a vendu pour près de 40 millions, rien que cette semaine. 250 personnes au restaurant, vendredi, en plein pont du 14 juillet. Non, ils ne nous découragent pas. Dès lundi, nous reprenons les ventes. »



Une vente de montres à Palente. Photo D. Maillac.

## 1050 licenciements à Montefibre

### La crise de l'emploi dans les Vosges

Les textiles Montefibre-France ferment leurs portes soit 1 039 chômeurs en plus. La nouvelle est venue de Milan la veille du 14 juillet. Le conseil d'administration de Montefibre a décidé l'arrêt total de l'usine pour une durée indéterminée et le licenciement de l'ensemble du personnel. Ainsi la plus grosse unité de production implantée dans les Vosges va cesser son exploitation le 22 juillet prochain.

### Epinal : de notre correspondant.

Selon les patrons italiens, la mauvaise conjoncture internationale du marché des fibres synthétiques rend nécessaire l'abandon de l'unité de Saint-Nabord. Pour les syndicats CGT et CFDT de l'usine, l'endettement important de 340 millions de francs et les erreurs de gestion ne sont qu'un prétexte pour se débarrasser de l'usine. Il faut rappeler que cette unité ultra-moderne spécialisée dans la fabrication du nylon cord et du polyester devait suppléer le textile traditionnel en difficulté.

Christian Poncelet, député gaulliste et secrétaire d'Etat, par ailleurs chanteur de la CFT, s'était félicité, il y a douze ans, de l'aide apportée par l'Etat aux investisseurs étrangers pour sortir le département des Vosges de la mono-industrie. Comme on le voit, la situation économique ne cesse de se dégrader dans le département. Dans le textile naturel, Boussac menace de fermer plusieurs usines si l'Etat ne lui prête pas 50 millions de francs. Dans les autres secteurs comme le Bâtiment et le Papier-carton, la situation n'est guère plus brillante.

Pour les syndicats de Montefibre — soutenus par les maires des communes avoisinantes — il faut tout mettre en œuvre pour s'opposer aux licenciements. L'usine est viable, affirment-ils. Elle doit continuer sa production. Un premier meeting à l'initiative de l'intersyndicale a regroupé 1 500 personnes, samedi, devant les grilles de l'usine. Cette participation importante démontre la volonté du personnel de conserver son emploi. Lundi, les délégués syndicaux rencontreront le préfet et, vendredi, se tiendra le comité d'entreprise.

La seule proposition au cours du meeting par l'intermédiaire du délégué CFDT Masson a été la mise sous séquestre de l'usine, la nomination d'un administrateur et la reprise de l'activité. Un entretien Barre-Andreotti (président du conseil italien), mardi à Paris, devrait évoquer la situation de Montefibre-France. Ce trust, dont le siège est à Milan, est une filiale du groupe Montedison. Il emploie 18 000 salariés répartis dans 11 usines en Europe occidentale, dont Saint-Nabord, implantée en 1965.

Par petits groupes, les militants de la plupart des entreprises de la ville arrivent.

Prévenus par la radio, la voiture-sono ou un copain, ils ont retardé leur départ en week-end. Les « mobiles » sont là aussi qui protè-

## en lutte

### Acharnement patronal

En octobre 1975, le délégué syndical CFDT de la Simax, à Rupt-sur-Moselle, Philippe Antoine, avait été licencié et une longue grève avec occupation avait suivi cette sanction pour activité syndicale. Depuis, ce sont 32 licenciements que la direction a réclamés contre des militantes et des militants de la section CFDT, combattifs dans l'entreprise. Le 19 août 1976, licenciement de 19 personnes pour fait de grève. Dix sont encore au chômage aujourd'hui. En janvier 1977, procédure de licenciement contre les dix délégués du personnel et du comité d'entreprise. Avril 1977, le 32<sup>e</sup> licenciement. La direction réclame celui du nouveau délégué syndical, Christian Stockli.

Contre cette répression acharnée, les travailleurs de la Simax ont fait grève vendredi et ont convoqué une manifestation, soutenue par les partis PCF, PS et PSU.

Correspondant

### Encore des licenciements

La semaine dernière, encore, la presse locale a annoncé le licenciement de 33 travailleuses du magasin Prisunic. Il y a quelques semaines, c'était chez Aeries (habillement) 24 licenciements. Menaces également dans le bâtiment, à Eternit où 99 ouvriers sur les 750 que compte l'entreprise, risquent de perdre leur emploi à brève échéance. A Sapitex, les 37 licenciements prévus pour la fin juin, ont, semble-t-il, été rapportés, après la rapide réaction des travailleurs...

Correspondant

### Occupation maintenue

La chambre de commerce de Fougères vient de décider la mise en place d'un centre de reconversion industrielle à Fougères. Deux milliards d'anciens francs seraient débloqués pour cette opération. Les travailleurs(se)s de chez Réhault, qui occupent depuis seize mois leur entreprise, ont décidé, au cours d'une assemblée générale tenue le 8 juillet de laisser libre un des locaux Réhault qui abriterait le centre de reconversion. Mais l'occupation continue malgré les titres de « Ouest-France » annonçant la « libération des locaux ». Correspondant

## femmes

### Nancy : des IVG qui rapportent

#### LETTRE OUVERTE AU DIRECTEUR DU CHR A PROPOS DU CENTRE D'ORTHOGENIE

Le comité pour l'application et l'extension de la loi Veil a adressé une lettre ouverte au directeur du Centre hospitalier régional de Nancy que nous reproduisons ci-dessous :

« Nous voudrions attirer votre attention sur un aspect du fonctionnement du Centre d'orthogénie de Nancy ouvert début 1977 à l'hôpital Maringer. En effet ce centre emploie sous forme dérogatoire des médecins non hospitaliers payés à l'acte. Nous nous étonnons d'une utilisation pour le moins curieuse de l'argent public.

« En effet le médecin qui pratique les interruptions de grossesse touche 160 F par interruption (plus 48 F de consultation, soit 208 F en tout). Avec une moyenne de huit interruptions par jour à raison de cinq jours par semaine, cela fait une rémunération moyenne de 1 600 F par jour et de 32 000 F par mois.

« Avez-vous demandé à tous les médecins praticiens hospitaliers s'ils étaient d'accord pour pratiquer des interruptions de grossesse ?

« Cette demande n'a pas été faite, à notre connaissance, comme les circulaires d'application de la loi Veil le préconisent. Il serait surprenant que les 300 médecins hospitaliers du CHR refusent tous de pratiquer des interruptions de grossesse. En effet, la circulaire du 10 mars 1975 précise bien que tout médecin peut pratiquer des interruptions de grossesse après avoir acquis si nécessaire la compétence par une formation appropriée s'il n'est pas gynécologue.

« En conséquence, par cette lettre ouverte, nous informons le public de ces conditions anormales de fonctionnement et nous demandons que cette situation soit réglée de manière satisfaisante le plus rapidement possible. »

La copie de cette lettre ouverte a été envoyée au directeur de la DDASS, au médecin inspecteur régional, aux conseillers généraux de Meurthe-et-Moselle, aux députés et sénateurs de Meurthe-et-Moselle, au maire de Nancy, au chef du service du centre d'orthogénie, aux organi-

sations politiques, syndicales et familiales, aux membres du conseil d'administration du CHR, au préfet de Meurthe-et-Moselle et aux journaux nationaux et régionaux.

Adresse du comité : C/O Mouvement français pour le planning familial, 1 rue de Haarlem, 54500 Vandœuvre.

### Le dernier numéro de « l'Info des femmes » vient de sortir

Sommaire : les deux rencontres internationales, la vie des groupes, une interview d'Annie de Pisan, des extraits du rapport Moynet de la CGT, le calendrier des rencontres de la rentrée et plein d'adresses pour les vacances en France et à l'étranger...

C'est 4 F. Permanence distribution pour Paris, le samedi de midi à 14 h, au 72 quai de Jemmapes, dans le X<sup>e</sup> et le jeudi matin au 14 rue Saussier-Leroy, dans le XVII<sup>e</sup>.

# LES COUCHES NOUVELLES

# POUR QUE ROUGE VIVE !



**Résumé** 12  
 Le PATRONAT FRANÇAIS VEUT FAIRE ADOPTER LES COUCHES TAYLOR AUX OUVRIERS. (Taylor leur a indiqué cette solution pour augmenter la productivité des entreprises françaises).  
 Les TRAVAILLEURS RÉAGISSENT PROMPTEMENT ET DESCENDENT DANS LA RUE. A LA TÊTE DES MANIFESTATIONS LES PRINCIPAUX LEADERS DE L'UNION DE LA GAUCHE.  
 LA FRANCE GRONDE.  
 GRRRRR !!!

Les vignerons du Languedoc et de l'Hérault dressent des

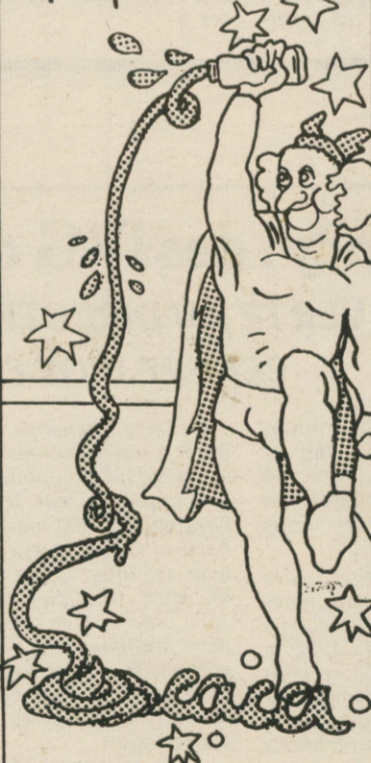


barrages sur les routes; ils protestent contre la déroute de l'équipe de Béziers. Leurs grosses têtes rougeoyantes impressionnent les touristes qui traversent leur région.

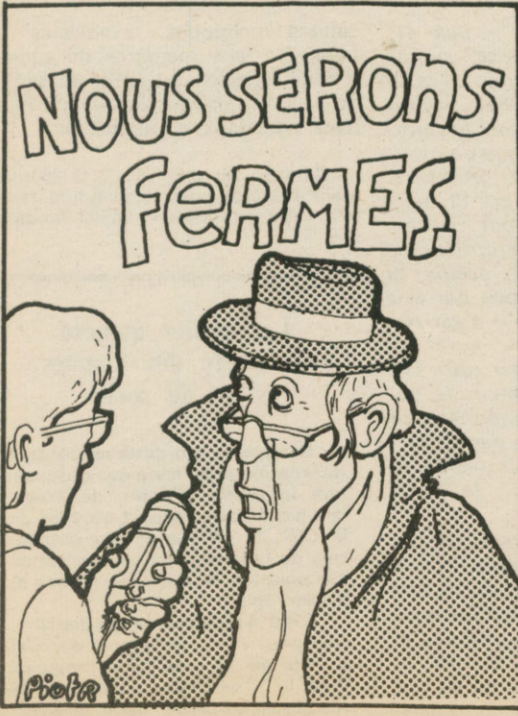
Les Lorses demandent leur autonomie, les Bretons leur indépendance et les Occitans le retour du Comte d'Albi.



Quelques intellectuels juifs réclament tout le pouvoir pour le peuple



Malgré leur détermination, il seront peu entendus. Leur trop petit nombre les déconsidère.



## Pour un journal commun LO-LCR

Je suis sympathisant de LO, qui lit Rouge presque quotidiennement.  
 Rouge est plus dynamique et plus « cool » que LO (bien qu'il ait fallu attendre des ennuis financiers pour ouvrir nos colonnes aux lecteurs comme tout quotidien devrait le faire en permanence). Pour ma part, ce que je cherche avant dans Rouge, c'est de l'information, une information qui ne soit pas passée dans le filtre de la « grande » presse à Hersant, ou dans celle du PC, une info quotidienne, un autre son de cloche, que ce qu'on entend à la radio...



nous à la IV<sup>e</sup> Internationale, nous sommes une force internationale. Rouge doit le retransmettre dans toute sa signification (vie des sections de la IV<sup>e</sup>...). Deux séries très chouettes au niveau même de la rédaction : les articles sur le Japon et sur l'Espagne, on avait l'impression de vivre ces événements en temps exact. (...)  
 Pascal. Le Mans

## Et le cinéma populaire ?

« (...) Je fais de la critique de cinéma à mes heures perdues (Vampirella), le cinéma, ce n'est pas seulement Marguerite Duras (heureusement !), j'ai l'impression que vous ignorez une certaine forme de cinéma populaire, ce qu'on appelle la série « B ». Ça existe et c'est pas forcément aliénant. Vous voulez un exemple ? J'ai vu, à Cannes, un film d'horreur yougoslave antifasciste, ça méritait d'être signalé, non ? Je ne parle pas de la musique. Pour l'extrême gauche, il n'y a que la pop, le parent pauvre, c'est la soul music. Vous parlez peu du blues, son père générateur, alors que vous ignorez une certaine musique noire de chanteurs qui refusent l'idéologie de la bourgeoisie noire américaine. »  
 Jean-Claude délégué syndical CFDT

## Bolcho, bolcho ?

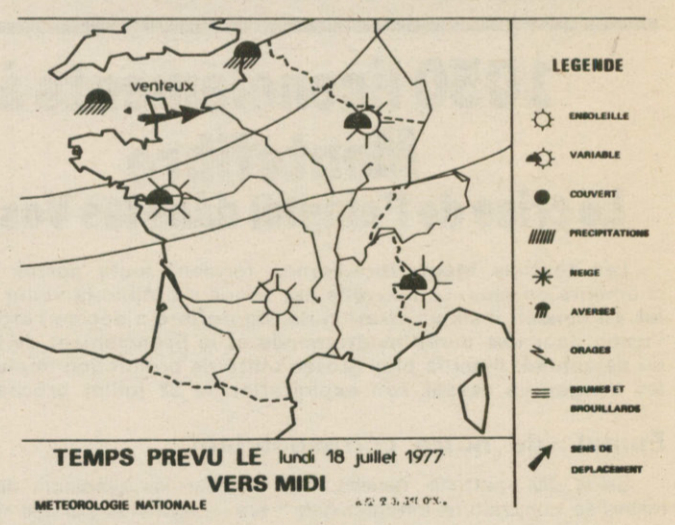
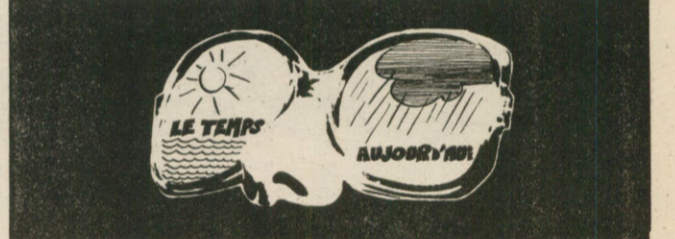
Ça m'a fait sauter au plafond quand j'ai lu dans le courrier des lecteurs que le journal n'est pas assez trotskyste, qu'il doit se trotskyser. Il me semble que ce n'est pas de cette manière de repli sur soi, de défendre sa ligne bolcho, bolcho, que l'on pourra gagner à notre courant les milliers de jeunes et de travailleurs qui gravitent autour de nous.  
 X. Délégué du personnel CFDT.



Ensuite seulement, je m'intéresse à la position de la LCR sur certains points, position que je suis loin de partager entièrement, évidemment. C'est pourquoi, je pense qu'il faudrait un quotidien avec une large partie d'informations, au sens large, aussi bien le dernier attentat fasciste, telle ou telle loi votée, qu'un maximum, d'échos de lutte des entreprises, venant de correspondant(e)s de Rouge comme de LO. (Le camarade nous demande ensuite d'expliquer notre refus d'un quotidien commun LO-LCR, ce que nous avons fait dans un numéro précédent).  
 P. B. Caen

## Cher Rouge

Un petit mot avec ma contribution mensuelle à la survie du quotidien (avec le loyer à côté ça fait beaucoup). Quelques impressions d'abord.  
 Rubrique internationale : elle est intéressante et je me suis inscrit en désaccord avec les nombreux liquidateurs de cette rubrique. Nous apparte-



## SOUSCRIPTION N° 41 SOUSCRIP

Ancien total	541 462,33	GT Equipement	500,00
D. C. Clamart	50,00	Travailleuses sociales cercle rouge Lyon	500,00
Chômeuse sympathisante XVIII <sup>e</sup>	100,00	Diffuseurs Trappes	150,00
Lecteurs éventuels, réguliers, irréguliers, sympathisants et militants, GT du centre de tri-Issy	460,00	Marylène et Maria groupe femmes Aix	20,00
Ex-FTP, toujours stalinien	110,00	G. et D. Melun	100,00
J. M. G Issy	100,00	G. G. militant PSU Forbach	20,00
A. R. Issy	100,00	M. J. et A. M. CCA postiers Paris IX <sup>e</sup>	50,00
CCA EDF-Issy	200,00	<b>Nouveau total</b>	<b>545 382,33</b>
Militant CFDT-Issy	100,00	• Chèques à l'ordre de SPN, à l'adresse du journal.	
Militant CFDT-Issy	10,00	<b>SOUSCRIPTION</b>	
G. D. EDF	100,00	1 <sup>er</sup> temps	2 <sup>e</sup> temps
Scripte ex-ORTF	50,00		
Lecteurs de Villiers-le-Bel	500,00		
« Pour une presse libre où les courants révolutionnaires peuvent s'exprimer. Comité de jeunes travailleurs foyer ALJT Cachan. »	250,00		
« Pour que « Rouge » crie la lutte des soldats pour les droits démocratiques à l'armée. »	150,00		
Un futur bidasse	150,00		
CNRS Orléans	200,00		
C. D. Brest	100,00		

## Le PCUS les aime

Au Kremlin, il est certes coutumier de réécrire l'histoire. Mais, cette fois, l'exploit mérite d'être souligné. L'hebdomadaire les « Temps nouveaux » la réédige presque chaque sept jours.

Le Jeudi 23 juin, la diatribe adressée à Carrillo, et aussi destinée à Berlinguer et Marchais, les accusait d'attaquer les PC des pays socialistes, de « dénigrer le socialisme réel » et de développer une orientation « favorable aux intérêts de l'impérialisme ». Huit jours plus tard, les pisse-copies du bureau politique du PCUS indiquaient que seul Carillo était visé puisque le PCE ne défendait pas les positions de son secrétaire général dans ses documents officiels !

Le jeudi 14 juillet, les Temps nouveaux annoncent que le PCUS aime les eurocommunistes : « Le PCUS a pleine confiance — et le démontre dans les faits et dans les déclarations politiques — dans ses frères de classe et compagnons d'armes, les communistes des pays capitalistes développés » (La Stampa, 15.07.77). D'aucuns se demandent si ces déclarations de « franche confiance » sont mieux accueillies que les réprimandes dans les rédactions de l'Humanité et de l'Unità ?

De retour de Moscou, début juillet, le communiste italien, Macaluso avait annoncé le tournant. « Il ne s'agit pas du début d'un bombardement contre les partis eurocommunistes. Le coup de semonce tiré, les Soviétiques veulent en amortir les conséquences » (Panorama, 12.07.77). Carrillo, après avoir souligné l'échec de l'opération scissionniste de Moscou, prédisait : « Après chacune de ces attaques, se rendant compte de leur échec, ils ont gardé la mesure » (Triunfo, 2.07.77).

Effectivement, cette fois, la mesure y est. Les Temps nouveaux affirment que : « Depuis longtemps, une des lignes les plus importantes du PCUS réside dans le respect pour l'indépendance des partis frères, la coopération avec eux sur la base d'une réelle égalité... Tous les partis sont indépendants et élaborent leur politique sur la base des conditions concrètes de leurs pays. » Ou encore : « Les discussions servent seulement à trouver des modalités plus efficaces pour faire sortir rapidement les peuples du système d'exploitation et transposer plus complètement dans la réalité les idéaux humains du socialisme » (Repubblica, 15.07.77). La publication soviétique va jusqu'à citer Lénine de 1918 affirmant que le plus grand appui l'URSS le trouvait dans la classe ouvrière d'Europe occidentale.

Ce retournement littéraire n'est pas si étonnant (1). Tout d'abord, l'attaque de Moscou a fait chou-blanc. Négociant un virage en épingle, dans des situations politiques délicates, les directions des PC ont serré les rangs. Aucune brèche ne s'est entrouverte en leur sein. Ensuite, même si la bureaucratie soviétique déteste les critiques portées contre son régime par les PC, elle craint actuellement plus une mise en question du statu-quo en Europe, auquel sa stabilité est directement liée. Face à la montée ouvrière, les PC eurocommunistes ou pas, restent le seul instrument dont elle dispose pour freiner, endiguer et refouler le mouvement de masse. C'est à cet objectif immédiat qu'elle est la plus attachée. Dès lors, elle ripostera fermement aux critiques concernant le « socialisme réel », mais cherchera à s'arranger avec les PC.

G. P.

(1) Voir le numéro 11 d'Inprecor à ce sujet « Les eurocommunistes, le Kremlin devant les « Temps nouveaux » ».

## Les bonnes relations Giscard et Medecin

# BLANCS COMME NEIGE

Le Canard enchaîné l'avait déjà montré dans son dernier numéro en train de jouer aux boules avec Giscard et Médécin, maire de Nice et secrétaire d'Etat au Tourisme, lors de la campagne présidentielle de 1974. Rouge ne résiste pas à vous le remonter, lors de la même campagne, au cours du meeting de Giscard à Nice, alors qu'il dirigeait le service d'ordre du futur président libéral avancé.

Lui, c'est Urbain Giaume, 62 ans, figure légendaire du milieu niçois, qui a été arrêté le 30 juin dernier pour trafic de drogue. La police lui reproche d'avoir exporté vers les Etats-Unis une tonne d'héroïne de qualité. A côté de lui, Mlle Von Opel n'est qu'un amateur.

Certains diront qu'en 1974, au moment de la campagne présidentielle, Urbain Giaume, dit « M. Albert », était encore blanc comme neige. Erreur, car M. Albert était fiché au fichier du banditisme depuis 1965 et devait devenir, dans les premières années de 1970, un actif protagoniste des nombreux règlements de comptes qui ravagèrent le milieu niçois après la chute des Guérini.

C'est d'ailleurs à cause de sa connaissance du milieu que M. Médécin devait le choisir pour accomplir quelques besognes élec-



De gauche à droite, René Petruschi (condamné en 1976 pour hausse illicite), Urbain Giaume (arrêté en février 1975 pour trafic de drogue, libéré quelques mois après sous caution, ré-arêté le 30 juin 1977 toujours pour trafic de drogue), Giscard d'Estaing (président de la République), Hubert Bassot (recruteur des fascistes français pour la campagne électorale de Giscard en 1974), René Icart (député des Alpes-Maritimes, PR). (D. R.).

torales. Clamant sur tous les toits qu'il ne connaissait pas Spaggiari, Médécin aura du mal à nier ses relations avec Giaume. Relations d'autant plus solides que M. Albert semble avoir les meilleurs contacts avec le personnage situé à sa droite, René Pietruschi, conseiller

municipal, chef de la police municipale de Nice, condamné en juillet 1976 pour hausse illicite dans son commerce de viande.

Tout cela ne semble pas outre mesure offusquer Giscard et encore moins le personnage qui est à sa gauche, Hubert Bassot, dont le

titre de chargé de mission à l'Elysée, cache mal le rôle d'organisateur de tous les coups fourrés du régime. C'est notamment Bassot qui recruta en 1974 le ban et l'arrière-ban des nazillons français pour assurer la protection de son chef Giscard.



Giscard à la tribune du meeting de 1974 à Nice. On remarque Urbain Giaume derrière la tribune où trônent Valérie-Anne, Médécin et Icart. (D. R.).



Giscard et Médécin lors du meeting électoral de Nice en 1974. Entre les deux : Urbain Giaume (D. R.).

## Après la mort de deux appelés au Larzac

# L'ARMEE OUVRE LA CHASSE AUX CIVILS

Deux soldats sont morts, vendredi dernier, sur le plateau du Larzac. Ils servaient au 3<sup>e</sup> RIMA, habituellement stationné à Carcassonne, l'ancien régiment de Bigeard.

Pascal Tibaut, âgé de 18 ans, s'est suicidé, lors d'un exercice de tir à balles réelles. Il a retourné son arme contre lui. La balle l'a traversé de part en part et, poursuivant sa trajectoire, a été atteindre un autre

soldat, Charles Mangue, d'une balle en plein cœur.

Il est intéressant de noter que la première réaction des responsables militaires présents a été de croire à un attentat provoqué par les paysans du Larzac. Avant même de procéder à la moindre enquête, l'alerte a été donnée, tout le plateau a été investi par des unités militaires, des barrages ont été dressés en quelques minutes sur la route

de Millau-Rodez, tandis que des patrouilles contrôlaient l'identité des bergers. Certains militaires poussaient même le délire jusqu'à expliquer qu'il s'agissait de trouver « les occupants d'une 4 L blanche » ! L'incident en dit long sur le type de consignes reçues par les gradés qui manœuvrent sur le Causse.

Les paysans du Larzac ne sont évidemment pour rien dans la mort

de Pascal Tibaut et de Charles Mangue. L'origine de ce drame était au contraire très clairement expliquée sur un petit morceau de papier qu'on a fini par retrouver dans la poche de treillis de Pascal Tibaut, engagé volontaire, âgé de 18 ans : « Je n'ai jamais rien réussi dans ma vie. » Sera-t-il inculpé d'injure à l'armée à titre posthume ?

J.-F. V

## EN CORSE, UN DEBAT STRATEGIQUE FONDAMENTAL

Après la nuit spectaculaire du 14 au 15 juillet, marquée par une série d'attentats commis principalement contre des bâtiments publics en Haute-Corse et revendiqués pour la plupart par le FLNC (Front de libération national Corse), un jeune homme de vingt-quatre ans, Jean-Paul Santoni a été écroué à la prison de Bastia après quarante-huit heures de garde à vue. Il est accusé d'avoir participé à la fusillade contre la gendarmerie de Prunelli di Fium'Orbu.

Une fois de plus, la Corse est à la une des journaux. Le retour à la saison touristique, la réplique aux attentats barbouzards de l'organi-

sation Francia et la volonté de saluer à sa manière la fête nationale française, ont amené le FLNC à réaffirmer sa ligne de lutte armée.

Cependant cette action ne doit pas faire oublier le récent développement de luttes comme celles des PTT de Bastia, de l'entreprise Tabacap, menacée de liquidation par la Seita, des pêcheurs d'Ajaccio fin avril, des occupations de terre, des employés et employées du Monoprix d'Ajaccio. Toutes luttes qui manifestent une volonté de rester au pays et de lier les revendications à la survie du peuple corse.

Parallèlement à ce développe-

ment de luttes sociales, l'APC, depuis le retour d'Edmond Siméoni entreprend à la fois, une réorganisation interne et une politique de rapprochement avec les organisations du Programme commun et particulièrement le PS (le PC ne reprenant pas à son compte la revendication nationale corse, et le MRG étant quelque chose de très particulier dans l'île).

Le FLNC, quant à lui, ne se soucie pas de développer son action dans la perspective de l'arrivée de l'Union de la gauche au pouvoir et s'oppose de plus en plus profondément au réformisme de l'APC.

Cependant la réflexion sur les voies et le contenu de l'autonomie ou de l'indépendance préoccupe un nombre croissant de Corses à la veille des grands rassemblements de l'été. En témoigne la constitution récente des Cumitati per a Salvezza di a Naziona, groupes de réflexion de base animés par les militants de plusieurs organisations autonomistes. Il est clair que les travailleurs et paysans en lutte ainsi que tous les habitants de l'île de plus en plus sensibles à sa ruine croissante vont se faire entendre dans le débat entre autonomistes et nationalistes.

Marc Corti

La lutte contre l'enquête d'utilité publique sur la centrale nucléaire du Pellerin

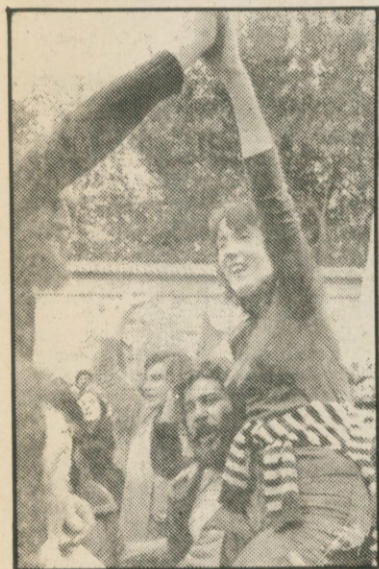
## BARRICADES, TRACTEURS ET FOURCHES CONTRE CRS

### « Pour que vivent les fleurs, non à la centrale »

Le Pellerin : de notre envoyé spécial

On ne peut pas se tromper. L'estafette grise qui brille sous le soleil à l'entrée du village, c'est la « mairie annexe » où l'on présente l'enquête d'utilité publique. Les deux portes sont grandes ouvertes, elles mettent à notre portée, au milieu d'une table, un gros dossier. Ce sont les plans de la centrale nucléaire du Pellerin. Nous entrons.

Ils sont déjà trois à l'intérieur : un assesseur et deux gardes mobiles. L'assesseur, un petit vieux aux yeux verts, nous observe à genoux sur le siège du conducteur. Le plus jeune des gardiens de l'ordre tient sur ses genoux le registre où nous devons, « librement », rédiger notre point de vue. Le registre est d'ailleurs attaché avec une chaîne à la carrosserie. Son collègue, plus vieux, nous ouvre le dossier : un « plan masse », une coupe, des schémas dans tous les sens, un gros fascicule de trois cents pages. « Vous pouvez tout lire. » J'y pensais, mais il y a vraiment beaucoup trop de chiffres. Arrivent, au fond du classeur, quatre magnifiques photos en couleur. Elles représentent le site, avec la centrale. Les tours sont dessinées, noyées dans le maïs. L'explication en légende est enfin claire : « La couleur et le dessin de la centrale s'harmoniseront avec le paysage. »



Les paysans du Pellerin à la sortie de la prison de Rennes, après le procès en appel pour avoir brûlé les dossiers de l'enquête d'utilité publique.

Dehors, une quinzaine de gardes mobiles traînent la patte sous un soleil de plomb. Nous sommes les premiers visiteurs depuis des jours. Nous avons refusé de signer, comme les habitants du village. C'est que depuis plus d'un mois, l'enquête d'utilité publique est boycottée.

Toutes les communes voisines du site prévu pour la centrale se sont d'abord prononcées contre l'enquête d'utilité publique. Les maires ont brûlés l'avis d'enquête. Et là où la population s'est mobilisée pour un boycott actif, le préfet a ouvert de telles « mairies annexes ». C'est le cas au Pellerin et à Cheix-en-Retz.

#### Une mobilisation en profondeur

Lorsque le projet de la centrale du Pellerin (quatre tranches de 1 300 mégawatts) a été connu de la population de la région nantaise, le mouvement antinucléaire a changé de visage. A Nantes, le comité régional d'information nucléaire (CRIN) s'est développé massivement. Constitué depuis plusieurs années par une poignée de militants en marge des organisations d'extrême gauche, il a grossi et donné naissance à cinq comités de base.

Beaucoup de jeunes, des non-violents, des inorganisés mais aussi

des militants du PSU, de la LCR, de l'OCT ou des CCA, des syndicalistes se sont retrouvés dans ces comités. Très hétérogènes, ils rencontrent aujourd'hui un écho de masse. Une centaine de militants y sont actifs, beaucoup d'autres y passent. Aux Bourderies par exemple, trente à quarante personnes viennent aux réunions : des postiers, des travailleurs du CHU, des chômeurs. La plupart sont des femmes. Dans d'autres comités, le recrutement est plus marginal.

Mais incontestablement, les comités antinucléaires de Nantes, comme dans d'autres régions, expriment une mobilisation de masse. Ils organisent le 8 mai, avec les comités ruraux, une fête populaire de 15 000 personnes.

Dans les campagnes du bord de la Loire, au sud de Nantes, douze communes sont directement concernées par la centrale du Pellerin. Chacune a aussi son comité. Ici, c'est une commission extra-municipale qui s'est élargie. Là, c'est un rassemblement de militants paysans proches du PSU et des paysans-travailleurs. Les deux comités les plus dynamiques (à Cheix-en-Retz et au Pellerin) se réunissent depuis plusieurs mois, chaque semaine. Vendredi dernier au lendemain des affrontements de Cheix, ils avaient une réunion commune pour faire le point et préparer la manifestation du samedi.

#### « Pour que vivent les fleurs »

Il y a là une trentaine de personnes dont une dizaine de femmes. Ce sont pour la plupart des paysans. La réunion se tient dans un grenier éclairé par une ampoule pâlotte et les reflets de la pleine lune. On se serre sur des bancs tout autour de la pièce, entre les vieux outils et les pommes de terre.

Il n'y a pas d'ordre du jour. La discussion nourrie des anecdotes sur les combats de la veille s'organise insensiblement sous la direction d'un meneur de jeu, discret mais efficace. « Qui va payer les tracteurs détruits par les flics ? », demande un homme de cinquante ans, gai mais décidé. Un autre portant casquette, bleu et ceinturon propose que ce soit les communes. Une femme insiste pour qu'il y ait une collecte. On décide une délégation auprès des municipalités. Quelqu'un raconte une anecdote « Ils sont racistes ces fumiers-là » conclut-il à propos des flics. « Qui va faire les banderoles pour demain ? » On se met d'accord sur une solution. « Le sous-préfet a dit hier : « Mes gens ont été patients » tu te rends compte ! »

La réunion continue de la sorte pendant deux heures. Les points de vue se confrontent. Toutes les décisions sont consignées sur un cahier que remplit une jeune femme.

Les comités ruraux sont donc bien différents de ceux organisés dans les quartiers de Nantes. La mobilisation des paysans de cette région, le pays de Retz, s'appuie sur des motivations diverses.

Un métayer expulsé par son patron et qui occupe depuis plus d'un an la terre où il travaille nous décrit les antinucléaires du Pellerin. Lorsque les gardes mobiles sont intervenus l'an dernier contre lui et ceux qui le soutenait, les agriculteurs du Pellerin étaient pour le moins divisés. « Aujourd'hui, ils sont tous contre la centrale. Mais pourquoi crois-tu qu'ils ne font pas un groupement foncier agricole comme au Larzac ? Ils défendent la valeur de leur terre. Et si EDF leur achète 35 F le mètre carré comme on le dit, j'en connais moi, qui ne vont pas hésiter. » Et il nous raconte l'histoire de l'actuel propriétaire d'un terrain décisif pour construire la



Les paysans du Pellerin à la sortie de la prison de Rennes, après le procès en appel pour avoir brûlé les dossiers de l'enquête d'utilité publique.

centrale. C'est un entrepreneur, actuellement contre le nucléaire, mais EDF va peut-être lui confier une partie du chantier.

Les motivations sont certes différentes. Mais ce qu'oublie le métayer avec lequel nous discutons, c'est que lui-même, avant son expropriation, s'intéressait peu aux autres. Les paysans qui se mobilisent contre le nucléaire cherchent évidemment dans leur majorité à défendre leur outil de travail. Devant la mairie du Pellerin, stationne un vieux tracteur repeint en vert. Une pancarte indique : « Ce tracteur est le symbole du refus de l'enquête d'utilité publique et de la centrale nucléaire par l'ensemble des Pellerinais. Pour que vivent les fleurs, non à la centrale nucléaire. » Ces phrases résument l'origine de la mobilisation. Si une centrale nucléaire est construite au Pellerin, outre les dangers d'accident, son

fonctionnement normal dévaloriserait les terres sur lesquelles travaillent une centaine d'agriculteurs. C'est cela qu'ils refusent.

Cette prise de conscience adopte des formes de lutte radicales. Le boycott de l'enquête l'a clairement démontré. Mais si elle se tourne vers le mouvement ouvrier, elle n'y rencontre pas forcément ce qu'elle y cherche. Les positions du PS et du PC sur le programme nucléaire déçoivent. Les animateurs du comité du Pellerin, proches du PS, ont rompu avec lui lors des municipales à cause des déclarations d'Hernu favorable au nucléaire. Ils se sont présentés comme liste écologique et ont récolté 23 % des voix.

Les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier se sont en effet peu mobilisées contre le programme nucléaire. Elles ont, pour la plupart, adopté une attitude hésitante. Le nouveau maire socialiste

de Nantes, Chenard, déclarait au moment de la campagne municipale à propos de la centrale : « En principe je suis contre, mais la décision est prise, on n'y peut rien. Reste à lutter pour la sécurité. » Le PCF déplore de son côté l'emploi du procédé américain mais ne s'oppose pas, en principe, au nucléaire. Dans la CGT nantaise la position analogue à celle du PCF, est acceptée avec difficulté.

Ainsi la mobilisation antinucléaire se heurte aux positions conservatrices d'une partie du mouvement ouvrier.

Jean-Yves Touvais

Une souscription pour payer les réparations des tracteurs est ouverte. Envoyer vos dons à Emile Trouillard, Vièvre, Le Pellerin 44 640.



#### Après la lettre des Amis de la Terre signée Brice Lalonde

Cette lettre dont nous publions des extraits nous a été envoyée à titre personnel par un membre de la Commission politique de la coordination des comités Malville. Elle répond à la lettre des

Amis de la Terre de Paris signée Brice Lalonde que nous avons publiée le 9 juillet.

Pour prendre contact avec cette commission politique : Michel Bonhomme (76) 42.59.63.

### L'électoratisme autour de Malville

Les écologistes tombent-ils dans l'électoratisme ? (...) Brice Lalonde s'inquiète des objectifs des manifestations des 30 et 31 juillet. Comment peut-il poser cette question ? Cherche-t-il à préserver les positions des écologistes pour les législatives ? Les mêmes inquiétudes ont été formulées par les partis politiques et syndicats dits responsables. Et maintenant ce sont les écologistes qui sonnent du clairon pour donner à l'opinion publique une image responsable (...).

J'ai participé aux élections municipales (liste écologiste), je participe à la préparation des législatives. Mais la lutte dans le contexte électoral ne doit pas prédominer et précéder les luttes concrètes sur le terrain... Aussi ce qui m'importe pour l'instant c'est l'efficacité du rassemblement des 30 et 31 juillet (...) Face à la détermination nucléaire de la droite et les inquiétantes hésitations et divi-

sions de l'Union de la gauche que nous reste-t-il comme démarche pour empêcher la société nucléaire et policière de demain ?

Faut-il rappeler que l'appel des 30 et 31 juillet est un appel pacifique et que l'action coordonnée par la coordination des comités Malville sera non-violente et respectueuse de l'intégrité physique des personnes. Comment faut-il le formuler ? Les comités Malville ont peut-être eu le tort de rendre publics leurs débats internes. Mais n'était-ce pas la plus élémentaire démarche démocratique que de favoriser la plus large expression possible sur les moyens de lutte à employer contre Super-phénix (...)

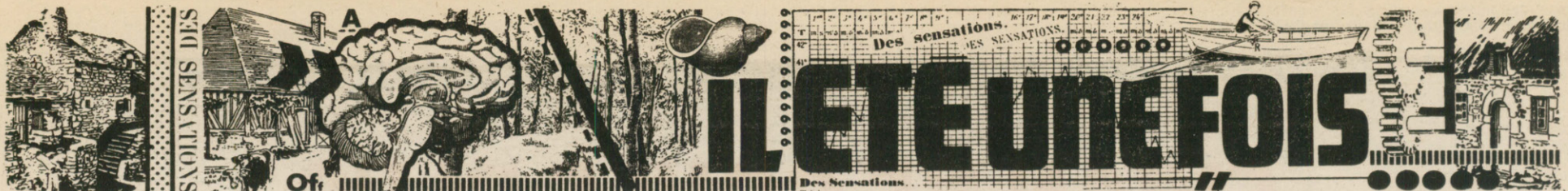
Je regrette sincèrement que Brice Lalonde donne l'impression de découvrir quinze jours avant ces rassemblements les comités Malville et leur coordination (...)

La « soi-disant » coordination s'est donnée une commission politique... Celle-ci a rencontré le jeudi

7 juillet le PS. Cette rencontre a eu un caractère national puisque Christiane Mora, déléguée à l'énergie, et Jean-Michel Bellorget y participaient pour le PS. Des délégués de la coordination ont rencontré par ailleurs le directeur de cabinet du préfet de l'Isère pour demander les garanties nécessaires au bon fonctionnement du rassemblement (...) Je signalerais également que de nombreux copains des Amis de la Terre participent aux travaux et actions des comités Malville...

Faut-il que Brice Lalonde se fie aux seules organisations dites responsables pour que ses inquiétudes soient levées ? Ne serait-ce pas plus cohérent qu'il cherche à rencontrer rapidement les membres de la coordination ou de la commission politique et forum de cette coordination.

Michel Bonhomme  
Membre de la commission politique de la coordination



## Ce soir, sur A2 : dernier épisode de « La saga des Français » Les documentaires de « création » : une espèce en voie de disparition

Un événement anodin ce soir, sur Antenne 2 : la dernière émission de la série « la Saga des Français », qui suit un autre événement anodin : la dernière de la série « Vivre ensemble » (1), il y a une semaine. Et pourtant, c'est en accumulant « ces petits meurtres sans importance » que le libéralisme très avancé qui anime les programmes a réussi à rayer de la carte les quelques émissions dont la télévision n'avait pas à rougir.

Rappelez-vous. On les appelait les documentaires « de création ». Après l'extraordinaire succès de *Cinq colonnes à la une* grâce aussi à l'apparition d'une caméra très légère et très maniable, le reportage avait acquis droit de cité à l'intérieur des étranges lucarnes. Ces documentaires étaient diffusés dans des magazines aux thèmes précis (*Les femmes aussi*) ou bien très vagues et laissant toute latitude au réalisateur (*Dim-dam-dom*, *Inventaire*). Parmi les magazines les plus prestigieux *Zoom* (Harris et Sédouy), *Théâtre d'aujourd'hui* (L. de Guyencourt), *Vive le cinéma* (J. Bazin et A. Labarthe). De ce bouillonnement était sortie une télévision à l'opposé des « *Guy-Luxeries* » et qui tournait aussi le dos aux dramatiques ampoulées et barbantées de la trop fameuse « école des *Buttes-Chaumont* ». Une télévision enfin en prise sur le réel. Certes pas parfaite. Parfois un peu trop « à la première personne », parfois trop « esthétique ». Mais qui allait de l'avant.

Rappelez-vous. Pour obliger la direction à passer les *Atomes nous veulent-ils du bien ?* de Claude Otzenberger, qui remettait en cause les centrales nucléaires, les écologistes se mobilisèrent. Ce fut, sans doute, un de leurs premiers pas en tant que mouvement de masse. Rappelez-vous l'admirable *Charles Fourrier* de Berzoza ou bien *Vivre à Davignac* de Bernard Gesbert, qui se terminait par un défilé de tracteurs avec une banderole « *Producteurs, sauvons-nous, nous-mêmes* ». Ou encore (du même) *les immigrés dans la cité* qui décrivait très précisément le fonctionnement de foyers devenus célèbres grâce à une lutte exemplaire : ceux de la Sonacotra...

### Une résolution tragi-comique

Cette télévision-là n'était certes pas en odeur de sainteté du côté du pouvoir. Les émissions mises en réserve « pour une diffusion ultérieure »... et jamais diffusées ne manquent pas. Ainsi *l'usine* de Karlin, Djidou et Otzenberger, oubliée depuis avril 1970. Mais, tant bien que mal, la volonté gaulienne de faire une télévision nationale de prestige (que les réalisateurs de droite — signe des temps — se révélaient incapables de faire) ainsi qu'une politique de concessions calculées, permettraient au phénomène de subsister. Depuis 1968, la situation est en total changement. La lutte des classes s'aiguissant, les concessions s'évanouissent. Le moindre souffle d'air fait éternuer les censeurs. D'où la tragi-comique résolution adoptée par le conseil d'administration

de l'ORTF, le 8 décembre 1970, ordonnant une curieuse séparation des genres : la politique est du domaine exclusif de l'information (dont on sait qu'elle fut de tout temps branchée sur l'Élysée ou sur Matignon), par contre « les enquêtes, documentaires, voire fictions dramatiques ou humoristiques, ne doivent en aucun cas être l'occasion ou le prétexte de polémiques ou de propagande politique ».

Le démantèlement de l'ORTF, introduisant la concurrence entre les chaînes, allait libérer ces messieurs les directeurs des programmes de leurs angoisses. Ils tenaient enfin un bon prétexte pour éliminer les documentaires : la concurrence. Car celle-ci, c'est la loi des sondages. Or, un bon documentaire, c'est 5 à 6 % d'écoute, soit (une paille !) environ un million et demi de téléspectateurs. Pas de quoi intéresser les annonceurs publicitaires qui ne jurent que par Guy Lux ou par les séries policières (qui « font » au moins 30-40 % d'écoute).

### Le temps des « docucu »

Depuis, le démantèlement, la télévision ne met pratiquement plus en chantier de

documentaires. *La saga des Français*, commandée par Jullian à Michel del Castillo, la dernière des grandes séries est arrêtée. Ce qui reste se réfugie aux heures de petite écoute. Exemple : *Fenêtre sur...* sur Antenne 2, tous les jours entre 18 et 19 h. Encore faut-il être très attentif pour dénicher les sujets intéressants et traités par des réalisateurs de talent. En outre, les moyens alloués à ces documentaires-là sont une autre forme de censure tant ils sont ridicules... par rapport à ceux qui étaient alloués du temps de l'ORTF. « *Le documentaire*, dit Claude Massot, l'auteur de la *Chronique de quelques indiens mayanas, se définit de plus en plus par ses limites. Il est de plus en plus le résultat de tout ce que l'on ne peut pas faire faute de moyens : équipes réduites, matériel réduit, temps de tournage réduit. Or, les moyens conditionnent en partie le style...* ».

Pour leur prestige, les chaînes se contentent d'achever quelques grandes séries étrangères, bâties sur un texte ou un nom célèbre, qui tiennent plus du « docucu » d'avant les esquimaux glacés que du « documentaire de création ». « *Quelques Afriques* », diffusé par FR 3 actuellement, avec Moravia en tête d'affiche, semble appartenir au genre, du moins d'après le premier numéro.

Ultime finesse, les programmeurs s'arrangent pour passer pendant les mois d'été, quand l'écoute est réduite, ce qu'il leur reste de « gênant » des stocks de l'ORTF ou bien les productions un peu audacieuses de l'Institut national de l'audiovisuel que leur cahier de charges leur impose de passer (l'an

dernier les 6 x 2 heures sur la communication de Godard, cette — à partir de jeudi prochain — *Autocritique 68-75* de Marie-Claire Schaeffer, sur les petits enfants de mai 1968).

Regardez ce soir *Au jour le jour* de Maurice Failevic, rencontre avec une bande de loubards de la région parisienne. Ne l'ayant pas visionné, nous ne pouvons vous dire s'il s'agit d'un grand « documentaire de création ». Mais le réalisateur ne manque pas de talent. *De la belle ouvrage*, son film TV le plus connu est un film intéressant, même si nous ne pouvons être d'accord avec la vision très passéiste et très complaisante vis-à-vis de « l'aristocratie ouvrière », qui se dégageait de ce drame de la vie d'un ouvrier qualifié, brisée par la généralisation du travail à la chaîne. Et surtout, cette dernière émission de *la Saga des Français* (2) est un peu l'enterrement du documentaire de création. Pour le faire connaître, renouvelé (par le recours à la fiction comme le suggèrent Gozlan, Gesbert et Chalou avec leur série *Miroirs du temps présent* ou par l'apport des techniques de vidéo légère qui permettent un autre rapport avec les personnes interviewées, comme le suggère Otzenberger), c'est comme pour tout le reste. Il faudra se battre. Et dur.

Richter

(1) *Gare de Lyon*, tourné juste avant la fin de l'ORTF en octobre 1974.

(2) Parmi les autres numéros de la série : une émission sur les ouvrières de Bieg Chief (par J.-L. Muller), *Au bout de la vallée longue*, (une mine des Cévennes qui ferme, réalisé par Guy Ollivier), *Fiches de vœux* (le tri postal d'Orléans) par Simone Vanniers,

## A la « Vieille-Grille » à Paris

En ces périodes de vacances, on parle surtout des nombreux festivals qui ont lieu cette année. Mais, pour ceux qui travaillent et restent à Paris, il est quand même des lieux où il est possible d'aller passer des bons moments. Ce sont les cafés-théâtres. Parmi eux, la Vieille-Grille (1) présente au moins trois attractions.

Le premier spectacle est une série de sept tableaux satiriques et corrosifs, écrits et réalisés par Anita Picchiarini. Ce spectacle se nomme *De l'autre côté de la vie*. Nous y écoutons sept femmes qui tiennent des propos inhabituels, propos qui nous font rire mais nous mettent en même temps mal à l'aise en raison de leur justesse.

Mais à travers ces tableaux, il n'y a pas seulement un spectacle, il y a aussi une démonstration. Celle d'une féministe qui sait ne pas utiliser les clichés habituels. Une autre démonstration s'insinue dans le spectacle : celle de l'existence de la culture de classe. Cela à travers un tableau qui représente une femme qui accompagne son mari ouvrier au train de banlieue du matin et lui déclame son amour en vers, ce qui est assez comique.

Malgré l'aigreur et le pessimisme, un spectacle à voir (à 22 h 30 tout l'été).

La seconde manifestation est *A louer* de Clovis Mau-noury. Sans perdre une minute de silence, Clovis démarre en nous laissant un peu sur place, mais très vite, on tend l'oreille à un discours familier et l'on ne peut s'empêcher de sourire puis de rire de plus en plus fort devant les caricatures des diverses personnalités du petit village de Bellou en Gâtinais.

Au rythme du calembour par minute, il est heureux pour le ventre de pouvoir



Anita Picchiarini

respirer en musique de temps en temps. Car le monde de Clovis est fait aussi bien pour les amateurs de franche rigolade que pour les mélomanes en quête de fraîcheur. Son avalanche de bons mots est ponctuée de morceaux de musique pour le moins originaux : il nous joue de vingt-deux instruments connus ou directement tirés de son cerveau fou. (A 23 h 15 jusque fin juillet.)

On peut en troisième lieu voir à la Vieille-Grille une expo-photo présentée par la petite quinzaine (2) sur le thème *les Femmes au travail XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle*. Photos de l'esclavage des femmes par le travail, photos de 1936 avec un parallèle sur le travail à la chaîne moderne. Parallèle aussi avec le mouvement des femmes (36).

Une expo qui tente de lancer un débat sur la forme d'expression politique que peut être la photo.

Janos et Hugo P.

(1) La Vieille-Grille, 1, rue du Puits-de-l'Ermitte derrière la mosquée, métro Monge, Tél. : 707.60.93. Réduction le mardi et le dimanche aux lecteurs de Rouge. Fermeture le lundi.

(2) La Petite Quinzaine, journal bimensuel d'infos culturelles, 98, rue Daguerre.

## ROUGE-VACANCES



LE BLOC-NOTES  
LES PETITES ANNONCES

☎ : 808.00.81.

✉ : 2 RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL.

## TELEVISION

TF 1

- 12.30 Midi première
- 13.00 Journal
- 16.00 Athlétisme
- 16.55 Spécial vacances jeunesse
- 18.25 Cosmos 1999 (série SF américaine)
- 19.45 Tour de France
- 20.30 Les amours de lady Hamilton  
Film français de Christian-Jaque (1968).  
1) Nelson se fait flinguer à la bataille de Trafalgar ;  
2) lady Hamilton se fait un devoir d'élever son lardon ;  
3) Christian-Jaque se fait des sous en racontant cette triste histoire ;  
4) nous on se fait chier.
- 22.05 Trafalgar et l'amour  
Comment font-ils pour être si cons ?

A 2

- 14.45 Bergeval père et fils (feuilleton)
- 15.00 Opéra sauvage (série)
- 16.45 Arsène Lupin (série dévotant la jeunesse)
- 17.35 Le monde enchanté d'Isabelle (feuilleton dévotant réellement la jeunesse et le reste aussi)
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.45 Les détours de France
- 20.30 Music-hall



- 21.40 La saga des Français (fin)
- 22.40 Concert : Prokofiev, Rachmaninov

FR 3

- 19.40 FR 3 jeunesse
- 20.30 Lady Paname  
Film français de Henri Jeanson (1949).  
Y'a plus Nelson, ni Napoléon, mais toujours lady, ah mille tonnerres ! Bon, les fans de Louis Jouvét pourront toujours voir Louis Jouvét, mais ce n'est pas dans ce film qu'il dit « mon cher cousin » etc.

## ABONNEMENT VACANCES

Si vous partez en vacances n'oubliez pas de lire « Rouge » tous les jours, mais si vous n'êtes pas sûr de le trouver dans votre lieu de vacances, la meilleure solution pour assurer votre lecture quotidienne est de prendre un « abonnement vacances ».

Vous avez le choix entre un abonnement de 15 jours, d'un mois ou de deux mois.

Si vous partez trop loin, vous pouvez vous abonner à votre adresse habituelle. A votre retour vous trouverez tous les journaux.

Pour ceux qui sont abonnés, il suffit de nous envoyer : votre adresse de vacances, la période choisie, et la dernière bande d'envoi. Si vous êtes abonné en France et si vous partez à l'étranger, nous vous ferons parvenir le détail des frais supplémentaires.

ABONNEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI

Bulletin d'abonnement

(Envoyer le bulletin au service d'abonnement)

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Ville : ..... Code postal : .....  
Période du ..... au .....

Tarif (encadrer le tarif choisi) :  
Période : 15 jours 1 mois 2 mois  
France 30 F 55 F 80 F  
Etranger 60 F 90 F 135 F

## Une usine paralysée depuis six semaines par une grève contre le plan Barre

# EVIAN NE COULE PLUS

Thonon-les-Bains au petit matin. Face à la gare, le monument aux morts : un « poilu » regarde les enfants de Savoie arriver à la rescousse au cri de « comme nos rivières, nos cœurs vont vers la France ». A ses pieds, des randonneurs, fraîchement débarqués du train de Paris, rajustent chaussettes ou courroies de sacs. Tout autour, des employés municipaux préparent les festivités de la semaine : après le 14 juillet, le passage du Tour de France. La ville entière est

en short et chemise légère. Plantée sur le bord du lac Léman, Thonon s'est résolument mise à l'heure des vacances.

A deux pas, sur la route d'Evian — son casino, ses palaces — les 1 100 travailleurs de l'usine d'Amphion de la Société des eaux d'Evian abordent leur sixième semaine de grève totale, leur neuvième semaine de lutte. Avec un objectif principal : faire sauter, dans leur entreprise, le verrou du plan Barre.

### Thonon, de notre envoyé spécial.

Il est midi. Groupés autour des autos-radios, les membres du piquet de grève écoutent le bulletin d'Europe n° 1. Un spot publicitaire : « On-a-pas-le-tempérament-à-être-ra-pla-pla-, buvez Fruité », autrement dit l'une des productions de la société Evian... et le présentateur enchaîne sur la grève de l'usine d'Amphion. Des rires couvrent la voix du speaker. Peu importe le contenu exact de la nouvelle. Les travailleurs veulent seulement retenir qu'on commence à parler d'eux sur le plan national. Enfin... Car leur lutte a démarré dès le 26 avril — il y a près de trois mois — par une première grève d'avertissement de 24 heures. A partir du 9 mai, CGT et CFDT mettent au point une tactique de débrayages tournants. Deux heures quotidiennes d'abord. Puis quatre, puis cinq... Les « gars » en voulaient... Si bien que, tout naturellement, progressivement, on s'est acheminé vers la grève totale. Chose faite le 10 juin. Gérard Vezin, délégué CGT, Daniel Merle, délégué CFDT, sont du même avis : « C'était inévitable depuis février dernier. »

### Bénéfices et manœuvres

Ce mois là, la direction a annoncé officiellement ce qui n'était qu'officieux depuis le début de l'année. Pour se plier au plan Barre, elle abandonnait unilatéralement l'un des acquis les plus importants des travailleurs d'Evian : l'indexation de leurs salaires sur un indice calculé sur la moyenne des indices INSEE, CGT et CFDT. Perte sèche pour les salariés : plusieurs centaines de francs dans l'année.

La « direction des relations humaines et sociales » de la société ne fait aucune difficulté pour le reconnaître : « Nos prix étaient bloqués depuis neuf mois. Pour obtenir l'autorisation d'une légère augmentation, il nous a fallu signer, avec la direction des prix, un engagement de respecter le plan Barre quant aux hausses de salaires. Nous sommes victimes d'un chantage des pouvoirs publics. » Victimes ? « C'est nous ou la direction qui faisons les frais du plan Barre ? », lance Gérard Vezin. « Les bénéfices d'Evian ont augmenté de 115 % en un an, les dividendes des actionnaires de 60 %. L'accord sur l'indice était appliqué sans problème depuis quatorze ans. » Une militante CFDT : « Même l'inspecteur du travail le leur a dit : vous vous retranchez trop derrière le plan Barre. » Antoine, « 17 ans de maison », conclut abruptement : « Ce plan, c'est les patrons qui l'ont voté. Ils nous font rigoler. » Après onze réunions, cinquante heures de négociation, le constat est simple : les travailleurs tiennent à leur indice, ils ne le lâcheront pas.

Alors, la direction manœuvre. En envoyant des lettres individuelles aux salariés. En organisant dans une petite mairie — socialiste — des environs, un vote pour la reprise, sans lésiner sur les moyens : service de cars pour le ramassage, journée payée pour les votants, remboursement « sur la base de l'indemnité kilométrique conventionnelle » pour ceux qui utiliseraient leur voiture personnelle. Peine perdue. Elle a donc décidé de jouer sur un autre registre. Et le bruit se répand dans la presse, à la radio : la grève serait — horreur ! — « politique ». A l'appui de cette thèse : un phrase extraite d'un tract des cellules de l'usine du Parti communiste qui of-

frent comme perspective aux grévistes, de renforcer le PCF, certes « pour élever le niveau de la lutte face à la collusion Riboud (1)-Barre », mais aussi parce que... « nous pèserons plus lourds dans la discussion avec nos partenaires PS et MRG pour que le Programme commun soit actualisé dans un sens encore plus favorable à vos intérêts ! Rien, on le voit, qui tranche sur la pratique habituelle du PCF. Cela a suffi pourtant pour que M. Gauthier, P-DG de la branche alimentaire de BSN, brode sur le thème du « test national » que constitueraient, pour syndicats et partis de gauche, le conflit d'Amphion.

### Un « test national »

En fait de test, il semble bien que cette volonté soit plutôt le fait de la multinationale et, derrière elle, du gouvernement. Les travailleurs d'Evian sont parmi les premiers à attaquer aussi frontalement, aussi durement la limitation du pouvoir d'achat qu'entend imposer le plan

d'austérité. Tout se passe comme si les autorités considéraient que céder ouvrirait une brèche importante dans le plan Barre, où pourraient s'engouffrer d'autres luttes. Comment interpréter autrement le durcissement d'une direction qui accepte d'enregistrer des dommages colossaux ? 100 millions de bouteilles, dix milliards (anciens) de chiffre d'affaires sont déjà perdus. Et les mois d'été — la CGT et la CFDT comptent d'ailleurs sur ce facteur — sont traditionnellement ceux des plus fortes ventes. N'importe. Dans l'une de ses lettres aux salariés, la direction affirme : « Sachez qu'il est désormais totalement exclu que d'autres propositions soient faites. » C'était le 8 juillet...

### Wagons, camions et bouteilles par milliers

Amphion s'est installé dans la grève. Sur le poste de garde de l'usine, à quelques mètres de la route où se succèdent les voitures

de touristes, une grande pancarte annonce : « Evian : travailleurs en grève. »

C'est Antoine qui se charge de faire visiter les immenses entrepôts déserts. D'ici, sortent chaque jour, en temps normal, 2 500 000 bouteilles d'évian en plastique ou en verre. Douze voies ferrées distinctes, dont certaines pénètrent à l'intérieur même de l'usine, permettent la constitution de convois d'une quarantaine de wagons chacun, bourrés jusqu'à la gueule de casiers et de cartons. Sans compter la noria de camions qui défilent sans cesse. Pour l'heure, la voix d'Antoine résonne étrangement dans le silence. L'atelier qu'il détaille du doigt, il le connaît par cœur : voilà des années qu'il travaille à la fabrication des bouteilles en plastique, dans le bruit infernal de ces seize machines — monstres verts de six mètres de haut, bardés de tuyaux. « Sur les 200 gars de nos équipes de 3 X 8, on est une trentaine, selon le médecin du travail, à souffrir d'une maladie

professionnelle due aux vapeurs synthétiques. Tous les jours, après une heure ou deux de boulot, faut que je me précipite aux lavabos pour rendre mon repas. C'est comme ça. Mais c'est pas reconnu par la Sécurité sociale. Alors, la direction ne veut rien savoir. » Si, tout de même... Elle a offert à chacun des travailleurs un casque antibruit... Plus loin, ce sont les ateliers de lavage du verre et les chaînes de remplissage. Des milliers et des milliers de bouteilles de verre y passent, heure après heure, s'entrechoquant, tintinnabulant sur les rouleaux de fer du tapis : une sorte de « circuit 24 » géant dû à un inventeur fou. Une contrôleuse ou un contrôleur, chargé de réparer les bouteilles sales ou cassées, en voit ainsi défilé 60 000 par jour...

### Un chariot en travers des rails

L'usine n'est pas occupée. Une trentaine de travailleurs — et quelques travailleuses — constituent en permanence un piquet de grève symbolique, allongés sur les pelouses ou « tapant le carton » dans les coins d'ombre. Pourquoi s'en faire ? 90 % de ceux d'Amphion sont dans la grève. Ce ne sont pas les quelques non-grévistes qui pourraient faire tourner l'usine. Tout de même, un train chargé de bouteilles ayant été bloqué dans l'usine au début du conflit, un chariot a été placé en travers des rails pour éviter qu'un raid ne dépouille les grévistes de ce mini-trésor de guerre. Les travailleurs ont d'ailleurs voulu l'expédier gratuitement aux sinistrés d'Auch, mais la SNCF s'y est opposé.

Reste que, de l'avis général, ce sont un peu toujours les mêmes qui assurent le piquet. La plupart des grévistes demeurent isolés, chez eux, dans un rayon de près de cinquante kilomètres autour de l'usine. Les syndicats peuvent, certes, les joindre rapidement à l'occasion de coups durs ou de manifestations comme celles qui ont rassemblé 800 grévistes à Evian et 2 000 travailleurs venus en solidarité à Thonon. Mais cet éparpillement ne facilite pas une prise en charge collective de la lutte au jour le jour. « Les travailleurs nous font confiance », disent les délégués.

### De grève en grève

La popularisation, l'extension de la lutte aux autres entreprises du groupe Evian ou du trust BSN ? Quelques essais, apparemment timides, ont été faits. Sans insister. A tort peut-être. Mais les travailleurs d'Amphion ont visiblement confiance dans leurs propres forces. C'est que l'usine a de solides traditions. Depuis longtemps, il ne s'est pas passé d'années sans un mouvement de grève. La syndicalisation est très poussée : 90 % du personnel permanent environ, réparti équitablement entre CGT et CFDT. Les deux sections syndicales pratiquent une unité rarement prise en défaut. Si bien qu'Amphion s'est taillé, dans la branche des eaux minérales, une solide réputation : celle d'un centre dur, combatif, toujours victorieux. Tout le monde le sait dans la région : ceux d'Amphion ont les meilleurs salaires. Ce qui provoque, à la fois, admiration et agacement. « C'est aussi ce bastion syndical, ce symbole que le patronat veut détruire, affirme Gérard Vezin. Ils veulent nous faire plier au moins une fois. »

Antoine, lui, compte sur ses doigts : « Les grandes grèves de 1953 et 1956, la grande grève du 13<sup>e</sup> mois de 1960, la grande grève du casse-croûte de 1962, la grève générale de 1968, la grève de plus d'un mois en 1971... Mais celle-là va battre tous les records ! »

Eric Eauvives

(1) P-DG de BSN, trust qui a absorbé la Société des eaux d'Evian.

